

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

22 octobre 2019

PROPOSITION DE DÉCLARATION

**de révision de l'article 62 de la Constitution
en vue de supprimer l'obligation
de se présenter aux urnes**

(déposée par
M. Wim Van der Donckt et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

22 oktober 2019

VOORSTEL VAN VERKLARING

**tot herziening van artikel 62
van de Grondwet teneinde
de opkomstplicht af te schaffen**

(ingediend door
de heer Wim Van der Donckt c.s.)

RÉSUMÉ

Cette proposition vise à supprimer l'obligation de se présenter aux urnes lors d'élections. Elle doit être lue conjointement avec d'autres propositions (Doc. parl. Chambre 2019-2020, DOC 55 0671/001, 0672/001 et 0673/001).

SAMENVATTING

Dit voorstel wil de opkomstplicht bij verkiezingen afschaffen. Het dient te worden samengelezen met andere voorstellen (Parl. St. Kamer 2019-2020, DOC 55 0671/001, 0672/001 en 0673/001).

| | |
|-------------|---|
| N-VA | : Nieuw-Vlaamse Alliantie |
| Ecolo-Groen | : Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen |
| PS | : Parti Socialiste |
| VB | : Vlaams Belang |
| MR | : Mouvement Réformateur |
| CD&V | : Christen-Democratisch en Vlaams |
| PVDA-PTB | : Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique |
| Open Vld | : Open Vlaamse liberalen en democraten |
| sp.a | : socialistische partij anders |
| cdH | : centre démocrate Humaniste |
| DéFI | : Démocrate Fédéraliste Indépendant |
| INDEP-ONAFH | : Indépendant - Onafhankelijk |

| | | | |
|--|---|--|---|
| <i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i> | | <i>Afkorting bij de numering van de publicaties:</i> | |
| DOC 55 0000/000 | Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi | DOC 55 0000/000 | Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer |
| QRVA | Questions et Réponses écrites | QRVA | Schriftelijke Vragen en Antwoorden |
| CRIV | Version provisoire du Compte Rendu Intégral | CRIV | Voorlopige versie van het Integraal Verslag |
| CRABV | Compte Rendu Analytique | CRABV | Beknopt Verslag |
| CRIV | Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) | CRIV | Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) |
| PLEN | Séance plénière | PLEN | Plenum |
| COM | Réunion de commission | COM | Commissievergadering |
| MOT | Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige) | MOT | Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier) |

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend le texte de la proposition DOC 54 2662/001.

La présente proposition de loi doit être lue conjointement avec les propositions (DOC 55 0671/001, 0672/001 et 0673/001).

De la lutte sociale au droit de vote

Proclamée le 7 février 1831, la Constitution belge était particulièrement avant-gardiste pour l'époque. À ce moment-là, l'Europe continentale était toujours en train d'en finir avec les vestiges de la monarchie absolue.

Le pouvoir absolu du souverain, considérablement raboté, serait désormais partagé avec un parlement élu qui représentait la nation. Cela ne signifiait pas pour autant que le peuple ou la population pouvait également élire leurs représentants. Lors des premières élections législatives, à peine 46 000 personnes avaient par exemple le droit de vote et seules 4 000 personnes environ étaient éligibles. Il fallait en effet payer un cens pour pouvoir voter: seuls les citoyens fortunés avaient le droit de voter. Seul 1 % de la population avait le droit de voter. Le vote n'était pas encore obligatoire. En 1848, le cens fut réduit et uniformisé à la suite de nouveaux troubles sociaux. Le nombre d'électeurs augmenta, mais restait inférieur à 80 000, ce qui représentait environ 2 % de la population en droit de voter.

Ce n'est qu'en 1893 que le système changea sensiblement, avec l'instauration du suffrage universel avec vote plural. Tous les hommes avaient le droit de vote, mais certains, de nouveau sur la base d'un cens, disposaient de deux ou trois voix. Cette révolution aussi faisait suite à des troubles sociaux. Le vote fut également rendu obligatoire, en guise de protection car le citoyen n'était pas familiarisé avec les élections.

Les premières élections fondées sur le suffrage universel pur et simple n'ont eu lieu qu'en 1919 – à nouveau en réponse au mécontentement de la population –, sans attendre une révision de la Constitution. Lors de la première Guerre mondiale, l'État avait exigé des sacrifices importants de la part de la population. Celle-ci lui demandait à présent de lui accorder des droits.

Ce n'est qu'en 1948 que la discrimination sexuelle en matière de droit de vote a enfin été abolie, à la suite

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt de tekst over van voorstel DOC 54 2662/001.

Dit voorstel moet worden samengelezen met de voorstellen (DOC 55 0671/001, 0672/001 en 0673/001).

Van sociale strijd tot stemrecht

De Belgische Grondwet werd op 7 februari 1831 afgekondigd en gold in die tijd als bijzonder vooruitstrevend. Continentaal Europa was op dat moment dan ook nog steeds aan het afrekenen met de overblijfselen van het vorstelijk absolutisme.

De absolute macht van de vorst werd gedeeld en aanzienlijk beknot door een verkozen parlement dat de natie vertegenwoordigde. Dit wilde echter niet zeggen dat het volk of de bevolking ook die vertegenwoordiging kon aanduiden. Bij de eerste parlementsverkiezingen waren er bijvoorbeeld slechts 46 000 personen stemgerechtigd en slechts ongeveer 4 000 personen verkiesbaar. Men moest immers een cijns betalen om stemgerechtigd te zijn: enkel de gegoede burgers hadden stemrecht. Slechts 1 % van de bevolking had stemrecht. Een stemplicht bestond nog niet. In 1848 werd de cijns verlaagd en gelijkvormig gemaakt. Dit gebeurde onder invloed van nieuwe sociale onrusten. Het aantal stemgerechtigden steeg, maar bleef onder de 80 000. Dit kwam neer op ongeveer 2 % van de bevolking die stemgerechtigd was.

Pas in 1893 kwam er een gevoelige wijziging aan het systeem. Er kwam een algemeen meervoudig stemrecht. Alle mannen werden stemgerechtigd, maar sommigen kregen – opnieuw op basis van een cijns – twee of drie stemmen. Ook deze omwenteling was te wijten aan sociale onrust. Als vorm van bescherming, omdat de burger niet vertrouwd was met verkiezingen, werd ook de stemplicht ingevoerd.

Het was wachten tot 1919 voor de eerste verkiezingen op basis van het algemeen enkelvoudig stemrecht. Opnieuw morde het volk. Een grondwetsherziening werd niet afgewacht om het volk te laten stemmen. In de wereldbrand had de staat veel van de bevolking geëist. De bevolking vroeg nu haar recht aan de staat.

Pas in 1948 kwam er het systeem zoals we het vandaag kennen. De genderdiscriminatie op vlak van stemrecht

de l'instauration du système que nous connaissons à l'heure actuelle. En effet, cette année-là, les femmes ont également obtenu le droit de vote.

Il ressort de cette brève énumération que même un pays prétendument progressiste comme la Belgique a mis plus d'un siècle pour se doter d'une assemblée véritablement représentative de la nation. Le combat a été mené sur le plan social, culturel et économique, et même au sein de l'Église. L'origine concrète de ces évolutions résidait souvent dans l'extrême pauvreté, ainsi que dans les troubles et conflits internationaux.

Il va de soi qu'une nation démocratique doit chérir le droit de vote et continuer à stimuler la conscience démocratique de la population.

Autre époque, autres besoins

Nous constatons toutefois à l'heure actuelle que cette conscience démocratique est en train de disparaître. Certains citoyens semblent considérer les élections comme une évidence, voire comme une charge. Les électeurs sont obligés de sacrifier un dimanche pour aller voter. Beaucoup d'entre eux ne se rendent aux urnes que parce qu'ils y sont obligés. Certains hommes politiques sont également conscients de cette situation. Les politiques doivent convaincre les électeurs de voter pour leur parti, mais non de se rendre aux urnes. Ce n'est pas pour rien que des termes comme "*stemvee*" (troupeau électoral) figurent dans le dictionnaire Van Dale. Le nombre de votes de protestation et de votes blancs devrait également nous faire prendre conscience de cet état de fait.

On affirme souvent que l'obligation de se présenter aux urnes ou de voter doit être maintenue afin que le citoyen ait bien conscience qu'il a des obligations envers la société. Or, il est très rare qu'une personne soit sanctionnée du chef de non-respect de cette obligation. En agissant de cette manière, la société montre elle-même qu'il existe d'autres priorités sur le plan des devoirs civiques.

Mais le principal argument avancé en faveur du maintien de l'obligation de se rendre aux urnes consiste à soutenir que sa suppression nuirait aux personnes précarisées, qui iraient moins voter et en subiraient les conséquences sur le plan politique. Les tenants de cette thèse renvoient souvent à la situation des États-Unis. Or, cette obligation n'existe pas non plus dans les pays scandinaves, ni dans la majorité des États membres de l'Union européenne. On peut difficilement soutenir que la situation des groupes les plus précarisés soit plus enviable en Belgique que dans ces États. Cet argument n'est pas pertinent.

werd eindelijk uitgewist. Ook vrouwen kregen in dat jaar immers stemrecht.

Deze korte opsomming geeft aan dat zelfs in het zogenaamde vooruitstrevende België meer dan een eeuw nodig was om een vergadering te creëren die met recht kon zeggen de natie te vertegenwoordigen. De strijd werd gevoerd op sociaal, cultureel en economisch gebied en zelfs ook in de Kerk. De concrete aanleiding lag dikwijls in extreme armoede, internationale onlusten en conflicten.

Het spreekt voor zich dat een democratische natie het stemrecht moet koesteren en het democratisch bewustzijn bij de bevolking moet blijven aanwakkeren.

Andere tijden, andere noden

Vandaag stellen we echter vast dat dit democratisch bewustzijn wegdeemstert. Sommige burgers lijken verkiezingen eerder als een vanzelfsprekendheid of zelfs een last te ervaren. Men is verplicht een zondag op te offeren om te gaan stemmen. Velen gaan omdat het moet. Ook bij sommige politici leeft dat besef. Politici moeten kiezers wel overtuigen om op hun partij te stemmen, maar niet om te gaan stemmen op zich. Woorden zoals "*stemvee*" zijn niet vanzelf in de Van Dale geraakt. Ook het aantal proteststemmen en blanco stemmen zou een alarmbel moeten doen rinkelen.

Men argumenteert dikwijls dat de opkomstplicht of stemplicht behouden moet blijven om de burger duidelijk te maken dat er plichten zijn ten aanzien van de maatschappij. Daartegenover staat dan wel dat de sancties op het niet naleven van die plicht amper opgelegd worden. De maatschappij geeft daarmee zelf al aan dat er andere prioriteiten zijn op vlak van burgerplicht.

Het belangrijkste argument voor het behoud van de opkomstplicht is echter de veronderstelling dat sociaal zwakkeren benadeeld zouden worden. Deze zouden minder gaan stemmen en daar ook de politieke gevolgen van dragen. Men verwijst dan dikwijls naar de V.S. In de Scandinavische landen is er echter ook geen opkomstplicht zoals in het overgrote deel van de Europese lidstaten. Men kan moeilijk zeggen dat sociaal zwakkere groepen het in België beter hebben dan in deze andere EU-landen. Dit argument snijdt geen hout.

On oublie en outre que les électeurs non mobilisés sont bel et bien mobilisables. Alors que les électeurs sont aujourd'hui contraints d'aller voter, il y aura lieu de les convaincre d'exprimer leur suffrage si l'obligation de se rendre aux urnes est abrogée. Contrairement à la situation actuelle, cela devrait inciter les responsables politiques à sensibiliser et à convaincre réellement ces groupes d'électeurs.

Il est également observé que le taux de participation aux élections est élevé lorsque les enjeux sont importants et qu'il est plutôt faible lorsqu'il y a peu d'intérêts en jeu. C'est aux responsables politiques qu'il appartient de mettre en avant les questions qui servent les intérêts des citoyens ou, du moins, de convaincre les citoyens de leur importance. La participation doit augmenter. On n'atteindra pas cet objectif sous la contrainte. Au contraire, c'est le contenu qui doit être persuasif.

À une époque où les élections sont généralement admises comme un droit fondamental, la protection par la contrainte, datant de 1893, n'est plus nécessaire. Les citoyens savent ce qu'est le droit de vote et ils savent le faire respecter lorsque cela s'avère nécessaire. Le Code électoral prévoit en outre l'arsenal de sanctions nécessaire au cas où quelqu'un empêcherait un citoyen d'exercer son droit de vote. C'est pourquoi les sanctions qui ne concernent pas l'imposition du respect de l'obligation d'aller voter sont maintenues telles quelles. Rien ne change non plus à l'égard des devoirs des pouvoirs publics: l'organisation des élections reste inchangée. Tous les électeurs sont convoqués.

Enfin, certains arguent encore que l'abrogation de l'obligation de se rendre aux urnes entraînerait d'importants glissements dans le comportement électoral. Il s'agit d'un argument qui ne touche que le monde politique. En effet, l'électeur a les moyens d'agir à cet égard. Des études ont d'ailleurs démontré que, tout compte fait, ces glissements ne seraient pas aussi néfastes qu'on le redoute.

D'une obligation paralysante à une responsabilité attrayante

Les citoyens se sont littéralement battus pour le droit de vote. Ce droit démocratique fondamental doit être préservé à tout prix. Plus encore, il faut le renforcer et cet objectif peut être atteint en abrogeant l'obligation de se rendre aux urnes.

En effet, cette obligation a pour effet pervers qu'il suscite un rejet du processus électoral de la part de certains électeurs. Un effet plus grave encore est que cette obligation a pour conséquence que les responsables politiques ne doivent pas encourager les électeurs

Men vergeet bovendien dat niet gemobiliseerde kiezers wel degelijk te mobiliseren zijn. Waar deze kiezers nu verplicht zijn om te gaan stemmen, moeten deze kiezers bij een afschaffing van de opkomstplicht overtuigd worden om te gaan stemmen. Dit, in tegenstelling tot de huidige situatie, zou politici moeten aanzetten om dergelijke groepen echt te sensibiliseren en te overtuigen.

Men stelt ook vast dat de opkomst bij verkiezingen hoog ligt indien de belangen hoog zijn en eerder laag wanneer er weinig belangen te verdedigen zijn. Het is aan de politici om punten naar voor te brengen die in het belang zijn van de burger of om de burger tenminste te overtuigen van het belang. De betrokkenheid moet omhoog. Dit bereikt men niet door te verplichten. Integendeel, de overtuigingskracht moet uit de inhoud komen.

In dit tijdsgewricht, waar verkiezingen algemeen aanvaard worden als een basisrecht, is de bescherming via de verplichting van 1893 niet meer nodig. De burger is vertrouwd met het stemrecht en kan het ook afdwingen wanneer dit nodig is. Het Kieswetboek biedt daartoe ook het sanctiearsenaal voor het geval iemand de burger zou hinderen zijn recht uit te oefenen. De sancties die geen verband houden met het afdwingen van de stemplicht, worden daarom uitdrukkelijk en onverkort behouden. Naar de plichten van de overheid toe verandert er evenmin iets: de organisatie van de verkiezingen blijft zoals ze is. Iedere kiesgerechtigde wordt opgeroepen.

Tot slot vermeldt men soms het argument dat het afschaffen van de opkomstplicht zou leiden tot grote verschuivingen in stemgedrag. Dit is een argument dat enkel de politici raakt. De kiezer heeft immers de middelen om hier in te grijpen. Studies hebben trouwens uitgewezen dat de gevreesde verschuivingen al bij al nog zouden meevallen.

Van verlamme plicht naar wervende verantwoordelijkheid

De burger heeft letterlijk gevochten voor het stemrecht. Dit democratisch basisrecht moet te allen prijze gevrijwaard blijven. Meer nog, dit recht is aan een versterking toe die bereikt kan worden door de afschaffing van de opkomstplicht.

De opkomstplicht heeft immers het perverse effect dat ze bij sommige kiezers een afkeer doet ontstaan van het kiesproces. Erger nog is het effect dat de plicht ertoe leidt dat politici de kiezer niet inhoudelijk moeten stimuleren om te gaan stemmen. De politici moeten

à aller voter en invoquant des arguments de fond. Le monde politique ne doit pas défendre les intérêts des groupes les plus faibles. Ceux-ci doivent de toute façon aller voter. Sinon, ils peuvent être sanctionnés. Même ceux à qui aucun choix n'est donné doivent aller voter.

La suppression de l'obligation d'aller voter entraînera effectivement un certain changement de comportement. Remplir son devoir de citoyen sera désormais synonyme d'assumer ses responsabilités. Les hommes et les femmes politiques ne pourront pas, eux non plus, éluder leurs responsabilités: ils devront, bien mieux que ce n'est le cas aujourd'hui, convaincre les différents groupes de la société et proposer effectivement un choix.

Dans cette optique, la suppression de l'obligation d'aller voter n'est rien moins qu'une nécessité absolue pour renforcer la démocratie.

niet opkomen voor de zwakkere groepen, deze moeten sowieso gaan stemmen of ze kunnen worden bestraft. Zelfs wie geen keuze geboden wordt, moet gaan kiezen.

Het afschaffen van de opkomstplicht zal inderdaad leiden tot een zekere gedragswijziging. De burgerplicht zal zich vertalen in het zelf opnemen van verantwoordelijkheid. Politici zullen ook hun verantwoordelijkheid niet kunnen ontlopen: ze zullen veel beter dan nu, de verschillende groepen in de samenleving moeten overtuigen en effectief een keuze aanbieden.

In dat opzicht is het afschaffen van de opkomstplicht niet minder dan een absolute noodzaak ter versterking van de democratie.

Wim VAN DER DONCKT (N-VA)
Koen METSU (N-VA)
Valerie VAN PEEL (N-VA)
Peter DE ROOVER (N-VA)

PROPOSITION DE DÉCLARATION

Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 62 de la Constitution en vue de supprimer l'obligation de se présenter aux urnes.

17 octobre 2019

VOORSTEL VAN VERKLARING

De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening van artikel 62 van de Grondwet teneinde de opkomstplicht af te schaffen.

17 oktober 2019

Wim VAN DER DONCKT (N-VA)
Koen METSU (N-VA)
Valerie VAN PEEL (N-VA)
Peter DE ROOVER (N-VA)